

SOCIÉTÉ

Tunis. Les jeunes membres de l'ONG Al-Bawsala tentent d'obliger les députés de la Constituante tunisienne à rendre des comptes.

31 janvier 2013 à 19:41

Par **ELODIE AUFRAY** De notre correspondante à Tunis

«Plénière prévue à 9 heures. Il est 9 h 25, et il y a 23 députés dans la salle.» «15 h 35 : la séance, programmée pour 15 heures, n'a toujours pas commencé.» «15 h 55 : la présidence vient de prendre place. Les députés rejoignent leur siège.» Dans ses comptes rendus des travaux de l'Assemblée constituante tunisienne, publiés en direct sur son fil Twitter, l'association Al-Bawsala («la boussole») ne manque jamais de souligner les retards et absences chroniques des députés, élus en octobre 2011 pour rédiger une nouvelle loi fondamentale.

La pression que l'association a contribué à exercer a fini par payer, un peu : «Ils essaient d'être plus présents», note Emna Chebâane, «juriste geek» de 21 ans, chargée de tweeter les débats sur la Constitution. Parmi les milliers d'associations créées après la révolution, Al-Bawsala s'est rapidement imposée comme l'une de celles qui pèsent.

Opiniâtre. Avec Marsad, son observatoire de l'Assemblée constituante, l'ONG tunisienne pousse les nouveaux élus à la transparence. «Nous travaillons à un changement de posture des politiques», explique son directeur exécutif, Selim Kharrat (1). Il faut qu'ils comprennent qu'un vote n'est pas un blanc-seing, ils doivent rendre des comptes.» «D'une certaine manière, nous luttons contre l'ancien régime, les réflexes d'opacité et de langue de bois», poursuit Nabil Yahyaoui, le développeur du site marsad.tn, sur lequel on trouve un annuaire des députés - avec possibilité de leur poser des questions -, une revue de presse, une cartographie de l'hémicycle...

Surtout, Marsad publie les résultats des votes, élu par élu, et tous les documents que l'équipe arrive à récupérer. Les responsables avaient promis la transparence, le règlement de l'Assemblée garantit l'accès aux rapports. Mais concrètement, rien n'a bougé. Pour les votes, il a fallu bricoler un système, faute de liste nominative. Pour les documents, l'ONG doit compter sur la bonne volonté d'une demi-douzaine de députés acquis à sa cause.

A l'origine du projet, il y a Amira Yahyaoui, 28 ans. Aux avant-postes de la lutte contre la censure sous Ben Ali, cette jeune femme pétillante et opiniâtre, fille du juge dissident Mokhtar Yahyaoui, a quitté Paris pour rentrer à Tunis en janvier 2012. «J'ai eu des propositions d'ONG étrangères, mais c'était important de fonder une organisation tunisienne pour montrer que les gens qui croient à la démocratie ne sont pas que des Américains ou des Suédois», souligne-t-elle.

L'association a pris ses quartiers dans un appartement de l'emblématique avenue Bourguiba. Sept personnes ont été recrutées. «La moyenne d'âge est de 26 ans», précise Selim Kharrat. Celle des députés se situe, elle, autour de 50 ans. Alors qu'environ 40% de la population a moins de 25 ans, les jeunes peinent à trouver leur place dans les partis, les institutions et même les associations.

Pour Amira, «c'est très important d'avoir l'arrogance de la jeunesse. On s'approprie l'Assemblée, on n'a pas de limites avec les députés, sauf la politesse. On considère qu'ils travaillent pour nous». Selim, qui a lui aussi tout plaqué à Paris, ajoute : «Les nouveaux responsables viennent de partis qui étaient dans la survie et se cachaient par peur de la répression. Ça n'a plus lieu d'être. Ils voudraient faire du neuf avec du vieux, alors que les jeunes sont plus enclins à la rupture.»

Hormis Selim et Amira, tous sont des novices de l'engagement. Pas franchement portés sur la politique - qui «dégoute la majorité des jeunes», estime Emna Chebâane -, mais soucieux de s'investir dans la transition, de rompre avec «cette culture de l'indifférence», explique Ghada Louhichi, chef du projet Marsad.

Partie civile. Al-Bawsala organise aussi des rencontres dans les quartiers populaires, dans les villes de l'intérieur, «dans les endroits à l'écart du débat constitutionnel», résume Selim. La mise en scène est pensée pour une vraie confrontation : «On va dans les cafés, les petites salles, en plein air. Les élus sont près du public, jamais sur des estrades ou derrière une table. Ils ne font pas d'exposé, ce sont les citoyens qui posent leurs questions», détaille-t-il.

L'ONG a encore plein d'idées en tête : une fois la Constitution adoptée, elle entend se porter partie civile pour «casser l'arsenal législatif de la dictature», explique Selim. Un projet «d'organisation de communautés» est en germe, pour aider les citoyens à se regrouper. Enfin, l'équipe rôde un dispositif pointu pour la dernière étape de la Constitution : un panorama du vote, article par article. Détails des suffrages, absentéisme, retards... «On va faire des classements, comme à l'école, indique Amira. Ça va être horrible pour les élus.»

(1) Selim Kharrat prendra part au débat «Printemps arabes : un modèle pour les jeunes ?», à 18 h 30, le 1^{er} février à Grenoble.

ALLER PLUS LOIN Lire tous les articles du dossier [Grenoble 2013 : Jeunes, débattenz-vous !](#)
